



2023 : « CONFIANCE », MAIS DANS LES LUTTES POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

« Confiance et unité » a clamé Macron à la télé, en nous souhaitant... la bonne année ! 2022 a été l'année de la flambée des prix (déjà avant la guerre en Ukraine) ; et, il y a à peine une semaine, nouvelle réforme de l'assurance chômage pour baisser la durée d'indemnisation de 40 % si le taux de chômage officiel ne dépasse pas 6 %. Pendant que Darmanin prépare sa loi contre les travailleurs immigrés. Chômeurs, immigrés, retraites : c'est le monde du travail tout entier qui est dans le viseur.

Un spectre hante les vœux du président

Pourtant, contrairement à 2019, le président a préféré reculer au 10 janvier les annonces de sa Première ministre, Élisabeth Borne. C'est que la grève de 2019-2020 contre la réforme des retraites est encore dans toutes les têtes. Face à la colère, ministres et patrons préfèrent procéder par étapes, en commençant par allonger l'âge minimal de départ à 64 ou 65 ans... Pour sauver les caisses de retraite ? La bonne blague! Elles étaient excédentaires en 2021 et le sont encore plus en 2022. Déficitaires, elles ne le seraient que plus tard, peut-être de 17 milliards, mais sur un budget de 330 milliards, soit à peu près 5%... Il y aurait bien une solution simple : augmenter les salaires ne

serait-ce que de 5 % ! Cela augmenterait d'autant les cotisations. Alors, avec les 400 euros qui nous seraient nécessaires dès aujourd'hui, plus de problème de « déficit », et pour longtemps ! Et on ferait en plus d'une pierre deux coups !

Souder à la grève pour les salaires la lutte contre la réforme des retraites

Les grèves pour de véritables augmentations de salaire se sont multipliées cette année 2022 : raffineries, industries chimique, pharmaceutique, automobile et chez des dizaines de leurs sous-traitants, dans les transports en commun, etc. Jusqu'à Noël où, à la SNCF, la « trêve des confiseurs » a surtout rimé avec « grève des contrôleurs ». Pas seulement pour des primes qui ne comblent pas le retard des salaires sur les prix et ne comptent pas pour la retraite.

« Confiance et unité » entre nous contre la réforme des retraites

« Au moment des fêtes, la grève d'une partie de la SNCF a inquiété au plus haut sommet de l'État. Car ce ne sont pas les syndicats, mais des collectifs [...] moins prévisibles qui ont provoqué les annulations des trains. Une méthode qui a rappelé à certains le souvenir des « Gilets jaunes », expliquait le journal Le Monde.

C'est vrai, cette grève a été à l'initiative des contrôleurs eux-mêmes qui se sont dotés d'un collectif national en toute indépendance des directions syndicales. Et, là, les « concessions » tentées par la direction de la SNCF étaient peut-être suffisantes pour certains syndicats, mais pas pour les contrôleurs ! Ils l'ont appris : la lutte dépend des travailleurs eux-mêmes, syndiqués ou non.

Eh bien, les craintes du gouvernement et du patronat nous montrent ce qui pourrait les faire reculer. Commençons par discuter entre nous de ce dont nous avons besoin. Augmentations de salaire, mais aussi embauches parce que ce n'est plus possible. Et indexation des salaires sur les prix pour qu'ils ne reprennent pas d'une main ce qu'ils seraient obligés de donner de l'autre.

Et puis nous organiser. Directement entre nous, entraînant les militants syndicaux qui n'ont pas froid aux yeux. Et il y en a. En nous coordonnant entre entreprises en lutte, directement sous notre propre contrôle pour ne pas dépendre des savants calculs de certains syndicats. Ayons confiance dans notre force, et dans l'unité que les luttes peuvent forger entre tous les secteurs publics ou privé. Contre Macron et le patronat qu'il sert, construisons le mouvement d'ensemble qui les fera tous reculer, en prenant appui sur toutes les initiatives de mobilisation de notre camp social dès le mois de janvier. Les voilà, nos vœux pour 2023 !



FRANÇOIS BRAUN présente l'hôpital du futur !

Éditorial du NPA du 2 janvier 2023

Epidémie de burn-out aux urgences de Metz-Thionville

Rien ne va plus aux urgences du CHR de Metz-Thionville, où officiait François Braun jusqu'en juillet dernier, avant sa nomination au Ministère de la Santé. 55 infirmiers et aide-soignants sur 59 ont été placés en arrêt maladie, souvent sur décision des médecins urgentistes eux-mêmes. Malgré l'engagement des soignants et leur volonté de maintenir un service tant soit peu décent, la situation est devenue difficilement supportable : «Ces derniers jours, les patients étaient sur des brancards dans le couloir, quand on a la chance d'avoir des brancards. Une nuit on n'en avait plus, une dame s'est allongée par terre», témoigne une aide-soignante. Plusieurs soignants font état d'un patient de 90 ans resté « plus de 90 heures » sur un brancard. Pour rétablir une qualité de soins et de travail correcte, il va falloir forcer le gouvernement à augmenter radicalement les moyens alloués à l'hôpital public – et quelques tentes d'urgence ne suffiront pas !

Ici comme ailleurs, des gouvernements irresponsables

Début décembre dernier, les dirigeants chinois annonçaient la fin des mesures draconiennes de la stratégie « Zéro Covid ». L'amplification des contestations et du ralentissement économique provoqués par ce dispositif abusif et autoritaire visant à protéger les intérêts des capitalistes chinois ont conduit l'exécutif à un brusque changement de tactique. Cependant, les contaminations s'envolent, et le système de santé est au bord du chaos. En cause notamment, le faible taux de vaccination des personnes âgées – moins de 40 % ont obtenu un rappel de vaccin. Ce revirement du gouvernement chinois se fait au mépris de tout principe de précaution, et donc de la vie de tous ses habitants – et même plus, puisque que les conséquences dépassent d'or et déjà les frontières chinoises. Encore une preuve s'il en fallait de l'incapacité des gouvernements capitalistes à assurer une politique de santé publique efficace sur le long terme.

Pénurie de médicaments : produit de la course aux profits

Après la pénurie du paracétamol, en particulier sous forme de suppositoire et sirop pour enfants, c'est l'amoxiciline, un médicament prescrit à 70% en pédiatrie, qui vient à manquer. En 2021, l'Agence Nationale du Médicament avait signalé 900 ruptures d'approvisionnement de médicaments. On en est à 600 sur un seul semestre.

Un accident ? Non. Le résultat de la mondialisation capitaliste et sa recherche du profit maximum. Ainsi, la production est éclatée dans le monde avec 80 % des principes actifs produits en Chine ou en Indes, là où la main d'œuvre est moins « chère ». Ajouté à la production à flux tendu pour diminuer les coûts, aux épidémies de grippe, bronchiolite et Covid... les labos ne sont pas en mesure de fournir les médicaments nécessaires pour la prise en charge des enfants en particulier. Notre santé vaut plus que leurs profits.

Pas de trêve hivernale dans la lutte des classes !

Pendant les dernières semaines de décembre, la grève d'agents de la SNCF impulsée par un collectif de salariés a été la cible d'une campagne de dénigrement de la presse et du personnel politique de droite et d'extrême-droite. Olivier Véran, s'est particulièrement illustré en déclarant sur France Inter : « À Noël, on ne fait pas la grève », et en estimant que les grévistes « auraient dû marquer une trêve pour les fêtes ». Intéressante suggestion transmise à Macron qui, lui, ne pratique aucune trêve dans ses attaques contre les migrants, les retraités, les bénéficiaires du RSA, les chômeurs, etc. La trêve des confiseurs, ce sont toujours les autres qui sont censés la respecter.

Des salaires et des conditions de travail à la hauteur de notre dévouement !

Les directions des hôpitaux et le gouvernement ne cessent de mettre en avant le dévouement que les soignants ont pour leurs patients. Mais ce dévouement suffira-t-il à limiter la casse de l'hôpital public organisée sciemment par le gouvernement ? Et les salaires sont-ils à la hauteur du dévouement des travailleurs de la santé ? Pour tout cela, seules nos luttes nous apporteront satisfaction.

L'urgence est d'équilibrer des caisses de retraite... déjà à l'équilibre

Lors de ses vœux, Macron a bien rappelé les catastrophes qui s'abattent sur la société en général et les travailleurs en particulier : épidémie, guerre, bouleversements climatiques, inflation. Qu'aucun de ces problèmes n'ait été réglé par le gouvernement ne l'empêche pas de mettre l'accent sur la réforme des retraites. Quelle est l'urgence de nous faire travailler davantage ? Pour le régime des retraites, aucune, puisque les caisses sont excédentaires : les rentrées des actifs dépassent de 3,2 milliards les dépenses en pensions. Mais le patronat veut nous exploiter plus longtemps. Ici se trouve la priorité de Macron et de son gouvernement.

Confier la santé au secteur privé, une mauvaise idée

Le soir de Noël, une sexagénaire d'Indre-et-Loire a commencé à présenter des difficultés pour respirer. Son mari l'a conduite aussitôt aux urgences de la clinique de l'Alliance à Saint-Cyr-sur-Loire, un établissement privé. Celles-ci lui ont alors indiqué que la patiente ne pouvait pas être prise en charge, faute de places. Résultat, la retraitée décédera quelques heures plus tard d'une crise cardiaque. Un exemple parmi de nombreux autres de la conséquence des politiques d'austérité et de recherche de profit appliquées au secteur de la santé. Notre vie et celle de nos proches est mis en danger par la course au bénéfice des capitalistes, une insécurité pernicieuse qu'il nous faut combattre.

Lille, le 3 janvier 2023

SI VOUS AVEZ DES IDÉES DE SUJETS À ABORDER SUR LE BULLETIN : ÉCRIVEZ-NOUS SUR NPALILLE2022@GMAIL.COM